



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le budget de l'État voté pour 2025

en quelques chiffres
(loi de finances initiale)

Évaluation des recettes perçues par l'État en 2025

(art. 138 de la loi de finances initiale pour 2025)

	en millions €
RECETTES FISCALES NETTES* (BUDGET GÉNÉRAL)	
Impôt sur le revenu (produit net*)	94 519
Impôt sur les sociétés (produit net*)	53 043
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (produit net*)	16 474
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net*)	101 436
Autres contributions fiscales (produit net*)	84 137
Total des recettes fiscales nettes* (A)	349 609
RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)	
Dividendes et recettes assimilées	5 953
Produits du domaine de l'État	1 624
Produits de la vente de biens et services	2 467
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	1 204
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 753
Divers	6 967
Total des recettes non fiscales (B)	20 968
RECETTES NETTES* AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B)	370 577
PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT	
<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	45 232
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	23 098
Total des prélèvements sur recettes (C)	68 330
FONDS DE CONCOURS (D)	6 150
TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D)	308 397
BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours)	2 857
COMPTES SPÉCIAUX	223 997

* Les recettes nettes correspondent à l'ensemble des recettes brutes du budget général minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2025

(art. 138 de la loi de finances initiale pour 2025)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL	
RESSOURCES :	
Recettes fiscales nettes**	349 609
Recettes non fiscales	20 968
Recettes correspondant à des fonds de concours	6 150
<i>À déduire: Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	68 330
Total des ressources nettes du budget général (A)	308 397
CHARGES :	
Dépenses nettes*** relatives aux missions	438 820
Dépenses sur fonds de concours	6 150
Total des charges nettes du budget général (B)	444 970
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C = A - B) [*]	-136 573
BUDGETS ANNEXES	
Ressources (y compris fonds de concours)	2 857
Charges (y compris fonds de concours)	2 499
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (D)	358
COMPTES SPÉCIAUX	
RESSOURCES :	
Ressources affectées (comptes d'affectation spéciale)	74 564
Remboursements des prêts et avances (comptes de concours financiers)	149 433
Total des ressources des comptes spéciaux (E)	223 997
CHARGES :	
Dépenses relatives aux missions de comptes d'affectation spéciale	76 430
Dépenses relatives aux missions de comptes de concours financiers	149 880
Déficit net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	-468
Total des charges des comptes spéciaux (F)	225 842
SOLDE DES COMPTES SPÉCIAUX (G = E - F)	-2 781
SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C + D + G)	-138 996

* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).

Crédits de paiement ouverts par mission en 2025*

(art. 139, 140 et 141 de la loi de finances initiale pour 2025)

	en millions €
MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL	
Action extérieure de l'État	3 457
Administration générale et territoriale de l'État	4 948
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	4 216
Aide publique au développement	4 373
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	1 854
Cohésion des territoires	23 122
Conseil et contrôle de l'État	892
Crédits non répartis	225
Culture	3 918
Défense	59 946
Direction de l'action du Gouvernement	1 026
Écologie, développement et mobilité durables	21 704
Économie	3 729
Engagements financiers de l'État	56 169
Enseignement scolaire	88 642
Gestion des finances publiques	10 859
Immigration, asile et intégration	2 081
Investir pour la France de 2030	5 265
Justice	12 683
Médias, livre et industries culturelles	720
Outre-mer	2 980
Plan de relance	0
Pouvoirs publics	1 138
Recherche et enseignement supérieur	30 909
Régimes sociaux et de retraite	5 992
Relations avec les collectivités territoriales	3 963
Remboursements et dégrèvements	148 306
Santé	1 482
Sécurités	25 258
Solidarité, insertion et égalité des chances	30 309
Sport, jeunesse et vie associative	1 499
Transformation et fonction publiques	722
Travail et emploi	20 010
Total pour le budget général (A)	582 397

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP). Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2024, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 330
Publications officielles et information administrative	149

Total pour les budgets annexes (B) **2 479**

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 864
Développement agricole et rural	146
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	365
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	300
Participations financières de l'État	4 416
Pensions	69 340

Total pour les comptes d'affectation spéciale (C) **76 430**

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	0
Avances à l'audiovisuel public	3 949
Avances aux collectivités territoriales	134 294
Prêts à des États étrangers	968
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	251
Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	10 418

Total pour les comptes de concours financiers (D) **149 880**

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)**811 186**

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours

6170

*Dont :**- missions du budget général*

6150

- missions de budgets annexes

19

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)

817 356

Plafonds des autorisations d'emplois pour l'État en 2025*

(art. 144 de la loi de finances initiale pour 2025)

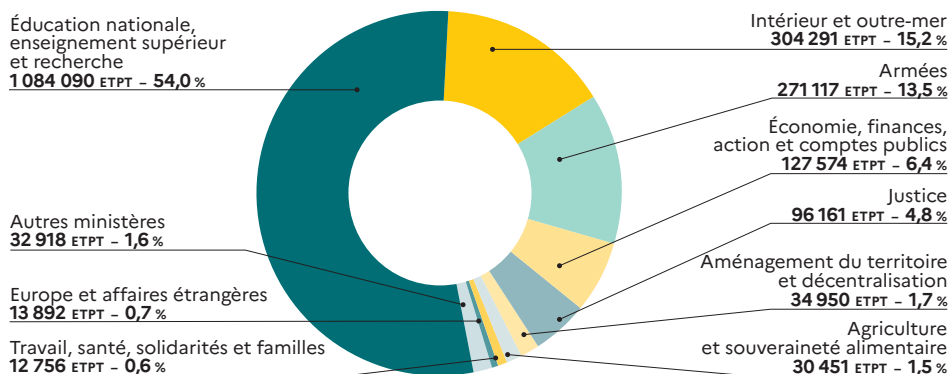
Désignation du ministère ou du budget annexe

Plafond exprimé en équivalents
temps plein travaillé (ETPT)

I. - Budget général	1997194
Action publique, fonction publique et simplification	537
Agriculture et souveraineté alimentaire	30451
Aménagement du territoire et décentralisation	34950
Armées	271117
Culture	9157
Économie, finances et souveraineté industrielle et numérique	127037
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche	1084090
Europe et affaires étrangères	13892
Intérieur	298702
Justice	96161
Outre-mer	5589
Services du Premier ministre	10454
Sports, jeunesse et vie associative	2301
Travail, santé, solidarités et familles	12756
II. - Budgets annexes	11006
Contrôle et exploitation aériens	10520
Publications officielles et information administrative	486
Total général	2 008 200


* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT); ils sont établis:
 – par ministère pour ce qui concerne le budget général;
 – par budget annexe.

Répartition des 2 008 200 emplois de l'État autorisés pour 2025*



* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est l'équivalent temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 2 008 200 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, près de 402 500 ETPT relevant des opérateurs de l'État (art. 47 et 48 de la loi de finances initiale pour 2025), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 168 000), ceux des établissements publics de recherche (71 500), ceux de France Travail (50 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (17 000) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (13 500).



Rédaction : direction du Budget
Maquette : studio graphique Sircom – SG
Février 2025